

# Ukraine, conflit politique ou choc de civilisations ?

*Conférence du lundi 9 mars 2015 de M. Patrick BRUNOT, avocat à la Cour de Paris, conseiller du Commerce extérieur de la France, professeur à l'Institut des Hautes Études Internationales.*

---

L'Ukraine, dont les frontières ont été tracées par Staline, est devenue un État indépendant à la chute de l'Union soviétique. Peuplée de 46 millions d'habitants, historiquement liée à la Russie, elle est un élément indispensable de la puissance russe tant ces deux États slaves dépendent l'un de l'autre. L'Ukraine est au cœur d'un conflit géopolitique majeur qui provoque un malaise préjudiciable à la sécurité et à l'avenir de l'Europe. Ce conflit, qui repose sur un différend entre civilisations, a été considérablement amplifié à dessein par la Russie et les États-Unis avec le soutien de leurs alliés. Des nations toutes deux slaves et chrétiennes ne peuvent chercher à se détruire.

Pour éviter que la Russie ne redevienne une grande puissance en Eurasie et ne crée une nouvelle concurrence mondiale à l'Amérique, les réseaux d'alliance américains ont créé une pomme de discorde entre la Russie et l'Europe occidentale. La stratégie diplomatique américaine consiste, par une politique d'escalade, à créer l'irréversible pour rendre impossible tout accord avec la Russie, quitte à provoquer s'il le faut l'éclatement de l'Ukraine : sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un empire en Eurasie. « Le soutien apporté à nos alliés au nom de l'ordre international [...] a donné au peuple ukrainien une chance de choisir son avenir sans que nous ayons à tirer un coup de fusil », a déclaré Barack Obama le 28 mai 2014, montrant ainsi la volonté américaine de construire l'Europe contre la Russie en faisant de l'Europe occidentale une sorte de protectorat américain. Cette politique de guerre permanente ou de terrorisme est relayée par l'Union Européenne, par les pays Baltes et par le gouvernement polonais, très actifs auprès des autorités de Kiev.

Entre l'Ukraine et la Russie, les liens familiaux, religieux et culturels perdurent par-delà les oppositions politiques. Toutes deux sont des nations biculturelles, l'Ukraine est tournée à la fois vers l'Europe et vers le monde russe. Il n'y a pas de guerre entre les deux pays slaves et les relations diplomatiques n'ont pas été interrompues.

Pourquoi la Crimée, rattachée à l'Ukraine en 1954, a-t-elle été réintégrée de force dans la fédération de Russie alors qu'elle aurait pu être le fruit d'un accord politique ? En fait l'Ukraine apparaît comme un État fragile et instable, renfermant deux nations, sinon trois.

Pour les Russes, la solution réside dans l'annexion de tout territoire peuplé majoritairement de Russes, même s'il appartient à un autre État. Ils ne contestent pas le droit international mais exigent la défense des droits de leurs compatriotes à l'étranger, de leur langue et de leur culture. La solution idéale, mais improbable pour l'Europe et la Russie, serait une neutralisation de l'Ukraine. Or l'ingérence occidentale dans ce conflit de famille entre slaves a fortement contribué à rendre la réconciliation impossible. La simple perspective d'une adhésion de l'Ukraine à l'Otan ou à l'Union Européenne empêche tout arrangement en constituant une violation du partenariat stratégique et amical avec la Russie. Le fossé s'est creusé entre dirigeants ukrainiens favorables aux Occidentaux et les russophones de la partie orientale, avec l'opposition d'une majorité de la population au pouvoir central tenu par les oligarques corrompus. Le conflit a éclaté en novembre 2013 quand Viktor Yanoukovitch a reporté la signature du contrat d'association avec l'Union Européenne. Les manifestations de la place Maïdan s'analysent comme un mouvement social démocratique et révolutionnaire et un complot soutenu par les puissances occidentales.

La différence de religion entre les uniates dans la partie occidentale du pays et les orthodoxes dans sa partie orientale, le schisme avéré entre l'église orthodoxe dépendant du patriarcat de Moscou et l'église orthodoxe de Kiev ont aussi joué un rôle, de même que la minorité tatare de Crimée. Quand, en 1954, Nikita Khrouchtchev décida de rattacher la Crimée à l'Ukraine, celle-ci faisait partie intégrante de l'Union soviétique. Après l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, la Russie signa le 5 décembre 1994 aux côtés des États-Unis, de la France, de la Grande Bretagne et de la Chine le mémorandum de Budapest, qui garantissait à l'Ukraine la protection de la souveraineté de ses frontières, en contrepartie de la dénucléarisation du pays et d'un transfert de son arsenal nucléaire à la Russie, mémorandum qui ne fut jamais ratifié par la Douma russe. En 2003, Vladimir Poutine signa un décret ordonnant la construction d'une nouvelle base maritime dans le port de Novossibirsk, dans l'hypothèse d'un retrait de la marine russe de Sébastopol. En 2006, il reconnaissait que la Crimée faisait partie intégrante de l'Ukraine. Moscou n'avait

pas prévu le rattachement de la péninsule à la Russie. Pourtant la Crimée faisait partie de la Russie depuis 1783. L'arrangement de 1954 était d'ordre administratif et restait interne à l'U.R.S.S.

Selon le président biélorusse Loukachenko, « En fournissant le prétexte, l'Ukraine a provoqué elle-même la perte de la Crimée ». Le referendum du 13 mars 2014 entériné par le traité russo-criméen du 18 mars 2014 a pris acte d'une réalité que peu contestent hors les autorités de Kiev. Sur 2 millions d'habitants, seuls 3.500 citoyens refusèrent la nationalité russe.

La mauvaise gestion de l'État a conduit à la partition. En Ukraine, le peuple souffrant de l'effondrement économique et de la corruption n'aspire qu'à la paix. Le PIB par habitant reste inférieur de 20% à celui de la période soviétique. Après le referendum criméen du 20 janvier 1991 favorable à une Ukraine indépendante et la proclamation de l'autonomie de la Crimée, en 2000 les autorités ukrainiennes ont liquidé cette autonomie. La mauvaise gestion de l'État a poussé les partisans de la partition à la violence et les élections législatives d'octobre 2014 avec une abstention de 60 %, ont montré que la plus grande partie de l'Ukraine votait majoritairement pour l'Occident alors qu'en novembre, dans les régions de Donetsk et de Lougansk, c'est l'option russe des électeurs qui a prévalu avec un taux de participation de 70 %. Dès lors, la Crimée et la Transnistrie resteront-elles isolées sans un corridor de liaison et d'accès à la Russie ?

Les hostilités n'auraient pas eu lieu sans la double ingérence en Ukraine des Russes et des Occidentaux. Plusieurs centaines de mercenaires américains se sont rendus à Kiev, de même que le directeur de la C.I.A. En contrepartie, les défenseurs des intérêts russes en uniforme sans insignes n'ont pas dissimulé leur origine.

Moscou a souvent déclaré vouloir respecter les frontières existantes et assumer ses responsabilités à l'égard des territoires comportant d'importantes minorités russes, politique qui suscite l'hostilité des Occidentaux. Après les interventions russes sur le territoire géorgien, en Ossétie et en Abkhazie, devant l'absence de réaction de l'Otan, certains nationalistes russes ont imaginé une expansion russe vers l'Ouest. Après le retour de la Crimée dans le giron russe, fut proclamée la création d'une « Union des Républiques populaires de la Nouvelle Russie », la Novorossia, qui existait depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle mais avait été ignorée pendant l'époque soviétique. L'intégralité de la côte ukrainienne de la Mer Noire pourrait adhérer à cette union. Il s'agirait d'un nouvel état russe indépendant de la Fédération de Russie. Ses dirigeants refusent l'intégration à l'Union Européenne. On s'achemine vers la « stratégie du grignotage » telle que les Russes la pratiquent avec la Transnistrie : une portion du territoire moldave refusant l'autorité du gouvernement central constitue un système politique indépendant reconnu de facto par Moscou, l'Ossétie, l'Abkhazie et le Karabakh. Ces républiques autoproclamées, Lougansk et Donetsk, qui ont 7 millions d'habitants et représentent 25 % du PIB ukrainien, resteront indépendantes et non reconnues.

Peut-on imaginer une réconciliation entre la Nouvelle Russie et l'Ukraine ? La situation est encore trop sensible. Il y a eu plus de 5.000 morts, 8.600 blessés, 600.000 déplacés. L'Ukraine a bombardé ses propres citoyens. Les relations resteront longtemps passionnelles. Pour assurer son développement, l'Ukraine doit coopérer à la fois avec l'Union Européenne et avec la Russie, mais la diplomatie américaine, dans son souci de faire obstacle au développement de la Russie, en vient à préférer affaiblir l'Ukraine plutôt que de la voir assurer son essor hors de son influence.

Au lieu d'aider Moscou à trouver le moyen d'assurer l'avenir de l'Ukraine, l'Occident a décrété des sanctions dérisoires contre la Russie, qui ont rompu le lien de confiance entre l'Europe et la Russie et occasionné d'énormes pertes économiques. Les livraisons énergétiques russes ne seront pas affectées mais les échanges commerciaux entre l'U.E. et la Russie, si. Qui peut avoir à y gagner ?

Pour l'aspect militaire, les Américains souhaiteraient transformer l'Ukraine en une vaste base militaire de l'OTAN, mais les Européens, effrayés par cette perspective, s'y opposent. Ni Moscou ni Washington ne souhaitent de guerre conventionnelle ou nucléaire dans cette région, mais la Maison Blanche entend priver Moscou d'une Ukraine qui lui assurerait une puissance économique et commerciale.

Dès lors, aux yeux des Américains, la meilleure stratégie consisterait à maintenir un état de tension permanente. S'ils y parviennent, les perdants seront les Russes et les Ukrainiens, mais aussi les Européens, comme en témoigne la politique des sanctions qui affaiblit les pays d'Europe, sans affecter l'économie américaine.

*Résumé réalisé par Marie-Noëlle Benjamin*